

Club des dirigeants de l'Éducation : IDFO alerte sur un mélange des genres et demande de la transparence

Le Club des dirigeants de l'Éducation (CDE) se présente comme un espace « apolitique et indépendant » consacré aux échanges et à la réflexion sur l'avenir de l'École.

IDFO ne conteste évidemment ni la liberté de débattre, ni celle de proposer. Mais la composition du CDE et certaines de ses activités interrogent sur la **clarté des rôles entre institution, association, syndicats, responsables politiques et partenaires privés**.

Des partenariats qui doivent être transparents

Le CDE réunit des personnels de direction, des responsables ou anciens responsables de l'Éducation nationale, des représentants syndicaux, des responsables politiques et des acteurs privés.

Certaines manifestations bénéficient par ailleurs du soutien d'entreprises intervenant dans ou autour du secteur éducatif, notamment Ekole, présenté comme « parrain fondateur », ainsi que, selon les rencontres, Sodexo, Elior, Academica Dual Diploma ou Pearltrees.

Aucun de ces éléments n'est problématique en soi. **C'est leur association qui nécessite de la transparence.**

- ✉ Qui finance le CDE ?
- ✉ Quels sont les montants et les éventuelles contreparties ?
- ✉ Quels liens existent entre les différents intervenants et partenaires ?

Des invitations sur les messageries professionnelles

Des personnels de direction ont reçu des invitations du CDE sur leur messagerie professionnelle de l'Éducation nationale. **Une question simple se pose : d'où proviennent ces adresses ?**

Ont-elles été collectées individuellement, à partir de données publiques ou transmises par l'institution ou un tiers ?

IDFO demande que l'origine des données utilisées et les conditions de leur utilisation soient clairement établies.

La même exigence vaut pour les éventuels moyens matériels, humains ou financiers mis à disposition par l'Éducation nationale, ses académies ou ses établissements publics.

« Apolitique » et contribution au débat public

Le CDE se définit comme « apolitique et indépendant » tout en diffusant notamment une contribution intitulée « **Conseils à un candidat à la présidentielle** ».

Participer au débat public est parfaitement légitime. Mais cette démarche rend d'autant plus nécessaire une **gouvernance et une indépendance clairement identifiables**.

IDFO demande de la transparence

IDFO ne met en cause ni les personnes ni leurs intentions. Nous demandons simplement que soient rendus publics :

- ↳ les **statuts et la gouvernance** du CDE ;
- ↳ l'**origine et le montant de ses financements** ;
- ↳ la nature de ses **partenariats et éventuelles contreparties** ;
- ↳ l'**origine des coordonnées professionnelles** utilisées pour contacter les personnels de direction ;
- ↳ les éventuels **moyens publics ou institutionnels** dont il bénéficie.

Institution, syndicat, association, entreprise : chacun est légitime dans sa sphère. Encore faut-il que les frontières entre ces différents acteurs soient clairement établies.

Pour IDFO, la transparence n'est pas une accusation. C'est une exigence.